Émile Durkheim (1908)

« Pacifisme et patriotisme. »

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Émile Durkheim (1908)

« Pacifisme et patriotisme. »

Une édition électronique réalisée à partir de l'article d'Émile Durkheim
« Pacifisme et patriotisme » — Bulletin de la Société Française de Philosophie,
VIII, 1908, pp. 44-67. Extraits de la séance du 30 décembre 1907 de la Société
Française de Philosophie. L'intervention d'Émile Durkheim se situe après la commu-
nication de Th. Ruysen.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 28 mai 2002 à Chicoutimi, Québec.

Pacifisme et patriotisme ¹ (1)

Émile Durkheim (1908)

M. DURKHEIM. — Je crois que nous serons tous facilement d'accord sur les deux thèses antagonistes que M. Ruysen vient d'opposer l'une à l'autre et de rejeter successivement : ni l'antipatriotisme ni le nationalisme ne sont, à mes yeux, des positions défendables. J'ai même été surpris d'entendre M. Ruysen exprimer la crainte qu'il ne soit malaisé d'expliquer la patrie à des enfants ou à des hommes de culture moyenne. J'ai été souvent en contact avec des auditeurs de ce genre et il ne me semble pas avoir rencontré chez eux de si particulières résistances.

Mais il est un point sur lequel je me sens quelque peu indécis : je me demande si, malgré les efforts de M. Ruysen pour nous faire voir l'unité de la doctrine pacifiste, celle-ci ne se ramène pas finalement à une simple juxtaposition de deux négations, si elle nous offre une fin positive à laquelle il soit possible de s'attacher. Dans la question de la guerre et de la paix se trouve forcément engagée la question de la patrie. Or c'est la manière dont le pacifisme conçoit la patrie que je n'aperçois pas distinctement.

Que nous ne puissions nous passer de patrie, c'est ce qui me paraît de toute évidence : car nous ne pouvons vivre en dehors d'une société organisée, et la société organisée la plus haute qui existe, c'est la patrie. Aussi, en ce sens, l'antipatriotisme m'a-t-il toujours semblé une véritable absurdité. Seulement il

¹ Extraits de la séance du 30 décembre 1907 de la *Société Française de Philosophie*. L'intervention de Durkheim se situe à la suite d'une communication liminaire de Th. Ruysen (cf. plus haut la présentation des textes de la III^e Partie (p. 259-260)).

est une autre question dont la solution est moins aisée : c'est celle de savoir quelle espèce de patrie il nous faut vouloir. Sans doute, nous avons envers la patrie d'ores et déjà constituée, dont nous faisons partie en fait, des obligations dont nous n'avons pas le droit de nous affranchir. Mais, par-dessus cette patrie, il en est une autre qui est en voie de formation, qui enveloppe notre patrie nationale ; c'est la patrie européenne, ou la patrie humaine. Or cette patrie-là, dans quelle mesure devons-nous la vouloir ? Devons-nous essayer de la réaliser, de hâter son avènement ; ou bien faut-il jalousement et à tout prix maintenir l'indépendance de la patrie présente à laquelle nous appartenons ? Ce problème, dont dépendent bien des questions pratiques, comment le pacifisme le résout-il ?

M. RUYSSSEN. — Pour résoudre la question, il faut distinguer deux points de vue : le pacifisme comme organisation internationale — et comme effort intérieur. Du premier point de vue, les questions de M. Durkheim sont difficiles à résoudre : je crois qu'il faut les écarter. Au Congrès international de la Paix qui se tint à Munich, au mois de septembre dernier, un problème de ce genre s'est posé. On proposait d'envoyer un message au président Roosevelt ; M. Novicov réclama l'envoi d'un semblable message au Tsar. Les congressistes allemands s'y opposèrent, rappelant les mesures contre la Finlande, les massacres du 22 janvier, etc. Il y avait donc là un jugement à prendre vis-à-vis d'une patrie ; mais c'est une question à écarter, et, en fait, le Congrès l'a rejetée. Il faut accepter les patries, — j'entends les patries étrangères, — comme des faits, sans les juger. — Quant au second point de vue, le pacifisme est national. Personnellement, je pense que nos préférences doivent aller moins encore à la patrie d'aujourd'hui qu'à la patrie à venir, dont nous devons travailler à faire la meilleure patrie, la patrie juste. Kant disait déjà que l'avènement de la paix était lié à l'existence des démocraties. Mais sur ce point, encore une fois, il faut distinguer notre propagande intérieure de la propagande internationale.

M. DURKHEIM. — Je vois mal comment cette réponse résout la difficulté que je vous ai soumise. Je demandais si nous devons chercher à maintenir quand même et avant tout l'autonomie de notre patrie nationale, ou bien si nous ne devons pas travailler à préparer l'avènement d'une patrie plus vaste dont la nôtre ne serait plus qu'une province.

M. RUYSSSEN. — J'avais mal compris la question.

M. DURKHEIM. — Voici exactement ma question. Chacun de nous appartient à une patrie de fait envers laquelle nous avons des devoirs incontestables. Mais en même temps se crée une autre patrie plus vaste et qui tend à englober la nôtre : c'est celle que forme l'Europe ou, si l'on veut, le monde civilisé. Dans quelle mesure devons-nous vouloir notre patrie envers et contre tout ? Dans quelle mesure devons-nous vouloir cette autre patrie qui n'est encore qu'un idéal, mais un idéal qui est pourtant en train de se réaliser ?

M. RUYSSSEN. — La question est alors de savoir si notre patrie réelle est ou non conciliable avec la patrie humaine, si l'on peut concilier les patriotismes nationaux avec le patriotisme européen ou mondial.

M. DURKHEIM. — La question, dans ma pensée, n'a pas cette extrême généralité. Il s'agit encore une fois de savoir si et jusqu'à quel point nous devons travailler à l'organisation d'une patrie nouvelle qui engloberait notre patrie actuelle, ou si nous devons nous refuser à tout ce qui diminuerait l'autonomie de cette dernière.

Il me semble que le pacifisme, s'il est conséquent avec lui-même, ne doit pas craindre de se donner comme idéal la formation de cette patrie plus grande. Maintenir la paix ne cessera d'être une simple aspiration morale pour devenir une réalité juridique qu'autant qu'il existera une société organisée, chargée de la faire respecter. Le droit, en effet, ne peut passer dans les faits que s'il s'appuie sur un État qui le sanctionne. Et ce qui fait que le pacifisme laisse froids un certain nombre d'esprits, qui haïssent d'ailleurs la guerre, c'est que, cette question fondamentale étant évitée, ils ne voient pas bien comment les revendications des pacifistes peuvent être autre chose que des *desiderata*, incontestablement légitimes, mais peu efficaces, de la conscience morale.

En somme ma question pourrait encore se formuler ainsi. Si nous étions des Allemands d'avant 1870, devrions-nous vouloir la formation de la grande patrie allemande, ou maintenir jalousement l'autonomie de la petite patrie locale ? Si nous vivions au Moyen Âge, devrions-nous travailler à la formation de la grande patrie française ou rester obstinément attachés à la petite patrie provinciale ? Le même problème se pose aujourd'hui pour nous dans des termes un peu différents.

M. RUYSSSEN. — La question étant ainsi posée, je n'oserais dire que, sur ce problème difficile, il y ait unanimité de doctrines dans le parti de la paix, qui est avant tout un parti d'action, et je distinguerai mon opinion personnelle de celle des pacifistes en général. Pour ma part je n'hésite pas : la plus grande vérité est dans l'internationalisme. Je crois que nos patries doivent s'intégrer dans un ensemble toujours plus vaste. La patrie a déjà perdu plusieurs de ses éléments : tel l'élément religieux : elle en perdra encore sans que nous puissions prévoir avec certitude le terme de cette dissolution. Mais cette croyance n'est pas commune à tous les pacifistes. Certains d'entre eux veulent simplement l'arbitrage, des conventions librement consenties, et non la fédération des nations. Ce sont là les divergences inhérentes à un parti à qui il suffit de s'appuyer sur un minimum de croyances communes.

M. DURKHEIM. — Je crains que cette indécision, cette absence d'entente sur une question essentielle ne soit, pour le pacifisme, une cause de faiblesse.

Je fais remarquer en terminant que le mot d'internationalisme ne me paraît pas très propre à exprimer la conception que je viens d'indiquer. Tel qu'il est couramment entendu, l'internationalisme tend à ne tenir aucun compte des patries existantes, ni, d'une manière générale, de la nécessité d'une patrie. Il a quelque chose de niveleur. Il ne voit pas, en général, qu'une société internationale une fois réalisée, prendrait nécessairement, à son tour, le caractère d'une patrie, d'une collectivité solidement organisée.

...Ce que nous montre l'histoire c'est que toujours, par une véritable force des choses, les petites patries sont venues se fondre au sein de patries plus grandes et celles-ci au sein d'autres plus grandes encore. Pourquoi ce mouve-

ment historique, qui se poursuit dans le même sens depuis des siècles, viendrait-il tout à coup s'arrêter devant nos patries actuelles ? Qu'ont-elles de particulièrement intangible qui l'empêche d'aller plus loin ?

Je me demande si le vrai pacifisme ne consiste pas à faire tout ce qui est en nous pour que ce mouvement se continue, mais *pacifiquement*, et non plus par la violence et la guerre suivant la loi dominante du passé. Sans doute, c'est un idéal bien difficilement réalisable à la lettre ; il est vain d'espérer que la guerre ne jouera aucun rôle dans ces transformations ; mais chercher par avance à faire en sorte que moindre soit sa part ne laisse pas d'être un but digne d'être poursuivi.

.....

M. PARODI. — Je voudrais d'abord apporter un témoignage de fait : j'ai souvent traité ces questions dans les Universités populaires, et je suis obligé de constater que Ruysen a raison. Oui, on a généralement beaucoup de peine à faire sentir, dans les milieux populaires, tout ce que la patrie contient de force vivante.

Or, je crois que la question qui se pose sans cesse dans ces milieux est précisément celle qu'indiquait M. Durkheim : le conflit entre la patrie de droit, la patrie juste, idéale, qu'on pourrait aimer et défendre, et la patrie de fait que l'on tend à présenter comme mauvaise, inique, hostile au peuple ; c'est pour préparer les organes de la vie internationale à venir que l'on prétend devoir se détacher de l'organisme national traditionnel. Et sans doute, il est évident que la patrie est la seule réalité vraie, qu'en fait elle s'impose à nous, et que nous avons envers elle d'incontestables devoirs : mais c'est pourtant ce qu'on a de la peine à faire entendre aux milieux ouvriers. Ils ne comprennent pas que l'on doive s'incliner devant le fait, simplement parce qu'il est le fait ; et d'autre part, dans le syndicalisme ouvrier, ils croient voir, à l'état naissant, cette ébauche d'organisation internationale que réclamait M. Durkheim.

La difficulté me semble donc se présenter exactement comme l'indiquait M. Durkheim : seulement elle ne se pose pas uniquement pour les Français dans leur ensemble se demandant comment ils peuvent préparer, par-delà la patrie actuelle, une patrie européenne ou humaine plus vaste : mais elle se pose au sein d'une même nation, lorsque certains en viennent à se demander s'ils ne doivent pas subordonner à la préparation de l'internationalisme à venir les intérêts de la patrie présente. La question prend alors la forme d'un cas de conscience : si la patrie de fait va contre l'idéal de justice, faut-il la suivre envers et contre tout ? La difficulté proposée par M. Durkheim se pose donc, non pas seulement quand il s'agit de l'organisation des groupes nationaux entre eux et de leur avenir, mais à propos des relations entre les classes opposées à l'intérieur de la nation même.

M. DURKHEIM. — Sans doute il est plus facile d'expliquer les raisons d'être de la patrie à des enfants qu'à des adultes dont l'esprit a déjà été déformé par des préjugés passionnels. Je ne crois pas cependant que la tâche ait rien d'impossible. M. Parodi fait remarquer que, dans les milieux ouvriers, on prétend substituer à la patrie actuelle une patrie supérieure qui serait formée par

l'élargissement d'une seule classe sociale, par l'avènement du prolétariat international. Il est aisé de montrer que cette conception repose sur une confusion : une classe même élargie n'est pas, ne peut pas être une patrie : ce n'est qu'un fragment de patrie, comme un organe n'est qu'un fragment d'organisme. C'est parce qu'il méconnaît cette vérité élémentaire que l'internationalisme est trop souvent la négation pure et simple de toute société organisée.

M. PARODI. — Mais comment faire admettre dans ces milieux la nécessité d'une autre patrie ? Mais le difficile est de faire admettre par le simplisme populaire la nécessité de s'incliner devant le fait comme tel, même reconnu partiellement injuste et imparfait.

M. DURKHEIM. — Il est certain qu'on n'y peut guère arriver avec l'apologétique ordinaire. On croit trop souvent que le meilleur moyen de défendre l'idée de patrie est de faire voir combien notre patrie à nous est digne d'être aimée. On célèbre les vertus de la culture française, la supériorité de la démocratie, etc. C'est se placer sur un bien mauvais terrain. Car, en regard des mérites de notre patrie, il sera facile, les personnalités collectives n'étant pas plus parfaites que les personnalités individuelles, d'énumérer une longue liste de défauts ; et alors chacun fera pencher le plateau de la balance dans le sens où l'inclinent ses passions personnelles. Il faut justifier la patrie de manière que l'explication qu'on en donne soit applicable à toutes les patries indistinctement, quelle que soit la forme de leur gouvernement. Il faut faire voir dans la patrie *in abstracto* le milieu normal, indispensable de la vie humaine. Il n'est pas difficile de faire comprendre à l'ouvrier que même ses aspirations les plus chères supposent toujours, comme postulat nécessaire, une patrie fortement organisée ; si bien qu'en essayant de détruire les patries il brise de ses propres mains le seul instrument qui lui permette d'atteindre au but où il tend.

... Je suis étonné de la place que la question politique prend dans la discussion. On ne parle que de l'ouvrier et des moyens de le gagner au patriotisme. Assurément, s'il s'agit de l'ouvrier adulte, déjà gagné à de certaines idées, je crois, moi aussi, qu'il est difficile de le convertir. Mais, en dehors de l'adulte, il y a l'enfant... Et de ce côté-là, un peu d'optimisme est possible. En somme, il ne faut pas perdre de vue que l'internationalisme violent, agressif, négateur de la patrie, est de date récente. Ce n'est pas encore un mal invétéré. Il est donc permis d'espérer. Seulement, pour former sainement l'esprit de l'enfant, pour le munir d'idées droites, il nous faut nous-même avoir une idée juste de ce qu'est la patrie. Or, certains des arguments qui étaient invoqués tout à l'heure me paraissent rappeler de bien près ceux qu'emploie couramment le nationalisme. N'est-ce pas, en effet, parler un langage nationaliste que de mettre la culture française au-dessus de toute autre, fût-ce au titre révolutionnaire ? Nous sommes capable d'aimer notre famille sans croire qu'elle est la plus parfaite qui soit ; pourquoi en serait-il autrement de la patrie ?

... Ce serait à désespérer, si l'on était condamné à ne faire du patriotisme qu'en mettant la France au-dessus de tout ; il faut faire aimer la patrie *in abstracto*, sans faire dépendre ce sentiment d'un prix particulier attaché à la culture française.